Gérald Fortin (1928-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1977)

“Paradoxes et dilemmes de la ville”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Gérald Fortin, "[Paradoxes et dilemmes de la ville](#)". Un article publié dans la revue **Critère**, no 19, automne 1977, pp. 205-211. Numéro intitulé: Vivre en ville.

M. Gérald Fortin (1928 - 1997) était sociologue à l'Université Laval.

Avec l'autorisation formelle de Mme Andrée Fortin, réitérée le 6 janvier 2004, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*. Mme Fortin nous a autorisé à diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin.

Courriel andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Gérald Fortin (1977)

“Paradoxes et dilemmes de la ville”

Un article publié dans la revue **Critère**, no 19, automne 1977, pp. 205-211.
Numéro intitulé: Vivre en ville.

Gérald Fortin (1977) *
"Paradoxes et dilemmes de la ville"

Un article publié dans la revue **Critère**, no 19, automne 1977, pp. 205-211. Numéro intitulé: Vivre en ville.

Paradoxes

Ciel ou enfer

Tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir ... alors tout le monde s'en va en ville.

Pour plusieurs, la ville, c'est la jungle, l'enfer (alors qu'on cherche le ciel) ; pour d'autres, elle est le lieu de la communication, de la créativité, le seul lieu de la civilisation. Certains la quittent pour la banlieue, pour la frange urbaine, ou pour les bananiers ; d'autres y viennent, y reviennent ou en changent. Le résultat est le même : les villes croissent, croissent d'autant plus vite que les pays sont plus pauvres. On ne perçoit une diminution du taux d'accroissement des grandes métropoles, mais non du taux de l'urbanisation, qu'en Amérique du Nord et (pour d'autres raisons) dans les pays de l'Est. L'humanité est-elle si inconsciente ou si masochiste que, souhaitant le ciel, elle se dirige vers l'enfer et s'y établisse en très grande majorité ?

C'est un premier paradoxe dont ce colloque nous rend conscients. La tour de Babel est-elle un mythe ou un archétype que les hommes revivent constamment ?

* Sociologue, I.N.R.S. - Urbanisation.

Croissance et inégalité

Il y a six ou dix mille ans, nos ancêtres ont fait un choix pour nous, ils ont choisi la ville. Plus concrètement, dans une société qui avait fait assez de progrès techniques pour dépasser la simple survie, un groupe a décidé de garder ce surplus et de se l'approprier. Et pour démontrer son pouvoir et sa domination, il a utilisé ce surplus pour construire des monuments d'abord religieux (justification du pouvoir), puis domiciliaires et militaires. Il a par le fait même créé de nouveaux travailleurs non productifs au sens de l'économie du temps, Le. des artisans, des sculpteurs, des orfèvres, etc. La production de ces groupes avait pour seul but de consolider la domination des puissants. On avait en même temps choisi la croissance illimitée, et la ville devenait à la fois le symbole et le producteur de cette croissance et de la domination qui l'accompagnait. Choisir la ville, c'était donc choisir l'inégalité et la domination de l'homme par l'homme. C'est une autre définition de la ville que nous avons un peu oubliée.

Toutes les sociétés n'ont pas fait le même choix initial. Les Indiens de l'Ouest ont choisi de détruire de façon systématique leurs surplus par le « potlach ». Les Esquimaux ont choisi de limiter leur production et de ne pas produire de surplus. Les premiers, pour ne pas augmenter la différenciation des pouvoirs et l'inégalité ; les seconds, pour ne pas épuiser leurs ressources, qu'ils croyaient limitées. En faisant ce choix, ces sociétés ont refusé la ville et la croissance et, en conséquence, l'histoire.

Ville technocratisée ou ville organique

Vivre en ville, voilà une question ou une affirmation qui n'a jamais rien voulu dire pour la majorité des habitants des villes. Vivre en ville, jusqu'à tout récemment, et même encore maintenant, cela a été le fait et le choix exclusif du groupe ou des groupes dominants, qui se sont servis de la ville pour monopoliser les surplus de l'économie. Pour un citoyen d'Athènes, combien d'esclaves et d'ilotes condamnés à vivre en servitude, dans des abris en torchis en comparaison desquels nos pires taudis sont des palais ? Les habitants des cours de miracles de Paris, des « lanes » de Londres, les ouvriers anglais du XIXe siècle

vivaient-ils en ville ? Les aménités urbaines, la créativité de la ville, ses lumières, ses places, ses palais, sa civilisation étaient des privilèges, très jalousement gardés.

Comment en sommes-nous venus à nous poser cette question de vivre en ville ? Si vraiment c'est autre chose qu'une question d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, de fonctionnaires ou autres membres du groupe dominant en mai de dominer davantage ... Une question qu'on pose pour les autres, pour justifier le fait qu'on ne vive plus soi-même en ville et pour justifier sa propre rururbanisation qui pourrait devenir un modèle.

Peut-être est-ce parce que les prolétaires sont maintenant des ingénieurs et que les sous-prolétaires sont devenus cols blancs et forment la classe moyenne : la majorité des citoyens accède ou espère accéder à la domination. Peut-être est-ce aussi parce que la majorité des travailleurs a dépassé le seuil de la survie et peut commencer à se poser la question de l'utilisation de ses propres surplus.

De plus, dans notre société de consommation, la ville fait partie du panier de base auquel, d'après la publicité, tout citoyen a droit. En présentant une image positive et alléchante du mode de vie urbain, les communications de masse rendent l'ensemble de la population conscient non seulement des aménités urbaines mais aussi du droit de tous à partager la vie urbaine et à en jouir.

Peut-être sommes-nous au seuil d'un nouveau choix fondamental comme nos ancêtres d'il y a dix mille ans. Mais notre dilemme peut-il être autre que le leur ? Croissance illimitée et inégalité, ou croissance zéro - équilibre homéostatique - balance énergétique et égalité relative. Vivre dans une ville technocratisée où, pour assurer à tous le choix de vivre en ville, il faudra standardiser ; car des aménités urbaines universelles coûteraient très cher et on ne pourra pas se permettre, avant encore un temps, d'offrir en plus de la variété la possibilité de choix. Ou vivre dans une ville organique quelconque qui, parce qu'on aura accepté de restreindre les besoins, parviendra plus facilement à les satisfaire. (Le style de ville dépend d'un style de société et d'économie.)

Société ou communauté

Cette deuxième option équivaldrait-elle à revenir à l'espace domestique (Audet) ou à la vie communautaire ? Je crois qu'il faut ici dissiper un mythe qui fausse constamment nos discussions. Vivre en ville, cela veut dire vivre en ville (même s'il s'agit d'une ville organique ou modulée), c'est-à-dire vivre selon un mode de relations sociales de type secondaire, dans l'anonymat ; vivre en société et non en communauté. D'ailleurs, même si c'était possible, bien peu d'entre nous accepteraient de vivre dans un groupe communautaire. La communauté, pour survivre, doit constamment contrôler ses membres, ritualiser ses comportements, rendre prévisibles ses actions, écarter toute déviance. Même les ruraux des pays du tiers-monde ne peuvent plus supporter cela. L'impossibilité pour les communes de survivre plus que quelques années témoigne aussi, sinon du caractère utopique de la vie communautaire, du moins de ses difficultés. Ceux qui ont le plus la mentalité urbaine sont peut-être les citoyens de la première génération, parce qu'ils savent ce qu'est la vie communautaire et ne veulent plus la vivre.

Cela ne veut pas dire qu'il est impossible de combattre l'anonymat de la vie urbaine. Ce qu'il faut inventer, et non pas retrouver, c'est une façon de vivre en ville qui n'a jamais existé, sauf peut-être dans les « cours de miracles » et dans les vieux quartiers urbains habités par les ouvriers exploités ; c'est-à-dire une sorte de convivialité basée à la fois sur la solidarité face à des problèmes et à des expériences communes, sur l'attachement à un espace familial qu'on a un peu façonné et sur une méfiance instinctive vis-à-vis de l'autre, qui reste malgré tout différent, imprévisible et déviant. L'amitié dans les villes restera toujours un phénomène sélectif et individuel alors que, formellement, elle n'existe pas dans la communauté. C'est non seulement dans les réformes municipales qu'il y a confusion, mais aussi dans nos utopies.

D'ici à ce que nous ayons à refaire une autre fois le choix fondamental et initial de nos ancêtres, nous allons continuer à vivre en ville ou à résider en ville. (Peut-être pas nous, ici présents, qui avons le loisir de vivre à la campagne, mais les autres.)

Dilemmes

Nonobstant, nous sommes pris dans une série de dilemmes dont la résolution sera accomplie par une suite de choix qui risquent fort d'être discontinus, à cause de la confusion de nos valeurs, de la multiplicité des groupes au pouvoir, à cause même des divers types de pouvoir, manifestes ou cachés, qui sont impliqués.

Les divers niveaux de gouvernement, les différents types de techniciens et de technocrates, les promoteurs, les financiers autochtones ou étrangers, les diverses classes sociales et leurs intérêts, les partis politiques et les politiciens, sont autant d'acteurs possédant des pouvoirs différents et des intérêts divergents qui rendent illusoire une solution facile et claire des dilemmes auxquels nous faisons face.

Je ne veux pas reprendre tous ces dilemmes, qui ont été placés devant nous par ce colloque. Je ne veux surtout pas donner les solutions. Il faudrait tout recommencer, et les solutions doivent venir de la société et non d'un quelconque expert.

Je ne peux résister toutefois à la tentation d'énumérer quelques-uns de ces dilemmes, qui me semblent (on est toujours biaisé) plus fondamentaux que les autres.

Planification ou spontanéité

Faut-il planifier, ordonner, rendre logique ou rentable ; faut-il s'emprisonner dans des schémas rationnels ou faut-il respecter la spontanéité, la vie, le désordre créateur, l'initiative créatrice ? Giscard, qui veut contrôler les architectes, vaut-il mieux que Drapeau qui renonce à planifier l'urbanisation dont le rythme est trop rapide et trop imprévisible ? Ou y a-t-il, entre les deux, un chef d'État capable d'allier contrôle par en haut et créativité à la base ?

Centralisation ou régionalisation

Autre dilemme : comment gouverner et administrer petites et grandes villes ? Faut-il décentraliser, déconcentrer ou régionaliser ? Faut-il des gouvernements régionaux, faut-il des gouvernements au niveau des quartiers ? La participation des citoyens est-elle plus qu'un mot, et de quels citoyens ? Comment relier la planification locale et sous-locale et l'égalité des services et des aménités ? Dans ce domaine, il y a plus que des dilemmes, il y a même de la confusion. Quand un haut fonctionnaire nous parle des conférences administratives comme étant de la décentralisation, on est encore loin de savoir où l'on va.

Autoroutes ou transport en commun

Nos villes vont-elles être structurées par les autoroutes ou par les réseaux de transport en commun ? Quel sera le degré de densification de l'habitat urbain ? Ces deux dilemmes sont d'ailleurs fortement reliés. Comment concilier le comité anti-béton et l'aire 10 ou le quartier des Maroles ? Peut-on sauver les centres-villes ou faut-il les laisser aux promoteurs étrangers et aux autoroutes ? Va-t-on continuer à rendre l'espace mono-fonctionnel en poursuivant la ségrégation des fonctions et en créant des centres pour chaque fonction-, ou va-t-on réinstaller des centres polyfonctionnels et hiérarchisés (ville instantanée) ?

Pauvres et puissants

Et ce dilemme, à peine soulevé au colloque (est-ce symptomatique ?) mais crucial pour le thème : où vont vivre les pauvres, ceux qui ne font pas partie du groupe majoritaire des puissants ? Va-t-on leur laisser leurs zones grises, où ils ont réussi à se créer un surplus d'âme en étant les seuls à inventer une forme de convivialité, et leur donner la possibilité de restaurer pour eux-mêmes (et non pour les architectes et les sociologues) leur habitat ? Va-t-on plutôt les caser dans les *bunk houses* dont Deschamps nous a déjà fait la description anticipée ? Ou encore, va-t-on leur permettre de recréer en banlieue ce qu'était au début la ville de Jacques-Cartier (une ville bâtie par les pauvres) ?

Taxe foncière ou impôt sur le revenu

Qui va payer pour permettre à tous, habitants des petites comme des grandes villes, de vivre en ville ? Quel mode de taxation adopter ? Taxe foncière, impôt sur le revenu ? Pourquoi 12 ou 50 sortes de taxes différentes, pourquoi pas une seule forme ?

Technologie désuète ou future

Sommes-nous en train de planifier nos villes en fonction d'une technologie déjà désuète, ou pouvons-nous dès maintenant, dans nos plans, incorporer la technologie actuelle ou immédiatement future ? Ce que nous faisons aujourd'hui sera encore là dans cinquante ou cent ans.

Je m'arrête là, même si la liste est loin d'être épuisée.

Le besoin d'utopie

Ce colloque nous a fait prendre conscience qu'au moins pour la deuxième fois, nous arrivons aux limites que Babel peut atteindre avant de s'autodétruire. Plutôt que de solutions miracles, toutes faites d'avance, c'est d'utopie que nous avons besoin. Seule une utopie globale et partagée, non seulement de la ville mais aussi de la croissance et du bonheur de l'homme, peut nous permettre de sortir de la confusion des langues (sinon des pouvoirs) dans laquelle nous sommes déjà. Mais l'homme, individuel ou collectif, est-il créateur s'il n'est pas poussé au pied du mur ?

Gérald FORTIN